

François LETT

Directeur du département éthique et solidaire

Les chiffres qui questionnent sur les subventions aux énergies fossiles...

La semaine dernière, une fois n'est pas coutume, le PSG a fait le buzz médiatique, malheureusement pour un sujet complètement déconnecté de sa victoire sur la Juventus de Turin en match de poule de ligue des champions. En effet, interrogé en conférence de presse sur les économies d'énergie que pourraient entraîner l'alternative d'un déplacement des joueurs en train plutôt qu'en jet privé, l'entraîneur Christophe Galtier s'est fendu d'un trait d'humour qui a fait flop. Ce dernier, dans une saillie qu'il pensait définitive, a déclaré que le club envisageait le char à voile comme moyen de transport sous les éclats de rire de Kylian Mbappé qui en est presque tombé de sa chaise... Si ces attitudes ne sont pas à l'avantage du PSG, des réalités bien plus graves mises au grand jour par les scientifiques n'ont été que trop peu relayées par les journalistes.

L'étude publiée ce 28 août par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Agence internationale de l'énergie (AIE), montre que la plupart des grands pays ont, dans une proportion considérable, renforcé leur soutien à la production et à la consommation de charbon, de pétrole et de gaz naturel.

Les dernières données des deux agences montrent que les subventions publiques apportées aux combustibles fossiles dans 51 pays du monde entier, qui totalisent environ 85% des approvisionnements en énergie de la planète, ont quasiment doublé, passant de 360 milliards de dollars en 2020 à 700 milliards en 2021, avec la hausse des prix de l'énergie corrélative à la reprise de l'économie mondiale. Et comme ces prix, ainsi que la consommation énergétique, continueront de progresser en 2022, l'augmentation des subventions à la consommation est inéluctable.

« Les subventions aux combustibles fossiles sont un obstacle à l'émergence d'un avenir plus durable, mais les problèmes auxquels les pouvoirs publics sont confrontés lorsqu'ils tentent de les surmonter sont exacerbés en période de hausse et de volatilité des prix de l'énergie. Accroître l'investissement dans les technologies et les infrastructures des énergies propres est la seule solution durable à la crise énergétique mondiale actuelle, et le meilleur moyen de réduire l'exposition des consommateurs aux coûts élevés des combustibles. » a déclaré le directeur exécutif de l'Agence internationale pour l'énergie (AIE), Fatih Birol.

L'analyse de l'OCDE consacrée aux transferts budgétaires et aux allègements fiscaux liés à la production et à l'utilisation de charbon, de pétrole, de gaz et dans les économies du G20 montre que l'aide globale aux combustibles fossiles est passée de 147 milliards de dollars en 2020 à 190 milliards en 2021. Les aides aux producteurs ont atteint des niveaux jamais constatés, de 64 milliards de dollars en 2021, soit 17% de plus qu'en 2019. Ces subventions ont partiellement compensé les pertes enregistrées par les producteurs générées par le contrôle des prix intérieurs pendant la flambée des prix mondiaux de l'énergie à la fin de 2021. Les aides aux consommateurs ont été estimées quant à elles à 115 milliards de dollars, contre 93 milliards en 2020.

L'AIE procède à une estimation des subventions aux combustibles fossiles en comparant les prix des marchés internationaux à ceux dont s'acquittent les consommateurs sur le marché intérieur, qui sont maintenus volontairement bas grâce à des mesures telles qu'une fixation administrative des tarifs, des taxes aux frontières et des obligations d'achat ou de vente sur le marché intérieur. Sur la base de l'étude de 42 économies, l'AIE conclut que les aides aux consommateurs ont atteint 531 milliards de dollars en 2021, soit plus de trois fois son niveau de 2020, sous l'effet de la flambée des prix de l'énergie.

L'OCDE et l'AIE plaident inlassablement pour la suppression des subventions aux combustibles fossiles et pour la réorientation des financements publics vers le développement d'alternatives bas carbone ainsi que l'amélioration de la sécurité et de l'efficacité énergétiques. Les subventions destinées à soutenir les ménages à faible revenu tendent souvent à favoriser les ménages plus aisés qui consomment davantage de combustibles et d'énergie ; c'est pourquoi elles devraient être remplacées par des actions plus ciblées de soutien.

Document non contractuel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Ecofi considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

#ISR



LES DERNIÈRES DONNÉES DES DEUX AGENCES MONTRENT QUE LES SUBVENTIONS PUBLIQUES APPORTÉES AUX COMBUSTIBLES FOSSILES DANS 51 PAYS DU MONDE ENTIER, QUI TOTALISENT ENVIRON 85% DES APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE DE LA PLANÈTE, ONT QUASIMENT DOUBLÉ.



[L'innovation au service de l'Homme et de la Planète]

C'est le thème de notre podcast #3 !

Retrouvez Géraud Guibert, président de la Fabrique Écologique, et Karen Georges, gérante actions chez Ecofi au micro de Marie Prugnat, journaliste.

Et ils répondent en vidéo à 3 questions clés.

POUR L'ECOUTER, C'EST ICI

